

Cinquième leçon – Document d’information

Nous exigeons des excuses

Au cours des décennies, des universitaires et des journalistes enquêtent sur la purge LGBT. John Sawatsky écrit un livre intitulé *Men in the Shadows*, (Les hommes de l’ombre) qui traite du rôle de la GRC. Le journaliste Dean Beeby publie des articles exposant la chasse aux personnes homosexuelles dans la fonction publique. L’historien Gary Kinsman et l’historienne Patrizia Gentile écrivent un livre important intitulé *The Canadian War on Queers* (La guerre du Canada contre les queers). Ces recherches alimentent les demandes de réparation des survivant·e·s de la purge et de leurs personnes alliées.

En 2015, des survivant·e·s de la purge et leurs allié·e·s créent le réseau Nous exigeons des excuses. Le groupe publie un communiqué de presse en 2016 qui se lit comme suit : « De telles excuses de la part du gouvernement du Canada représentent le préalable minimal essentiel du processus de réparation des torts dont les LGBT ont été victimes. »



Des membres du recours collectif lors du règlement relatif à la purge LGBT, Cour fédérale, à Ottawa, en 2018. Photo : Mitchel Raphael

Le gouvernement présente ses excuses

Les survivant·e·s de la purge et leurs allié·e·s demandent réparation au gouvernement. Gary Kinsman et Patrizia Gentile sont parmi les premières personnes à demander des excuses en 1998. Les personnes queers militantes continuent à faire pression sur le gouvernement canadien. Finalement, en 2017, le premier ministre Justin Trudeau présente des excuses officielles. Il déclare que le gouvernement est désolé pour l’oppression des personnes 2SLGBTQI+. Des survivant·e·s de la purge et des personnes militantes sont sur place pour les excuses tant attendues.

Des réactions partagées

Ces excuses suscitent des réactions partagées, allant de la joie à la rancœur. De nombreuses personnes purgées ne sont plus en vie pour les entendre. Avant les excuses, un recours collectif est également intenté contre le gouvernement.

Le règlement

En 2016, des survivant-e-s de la purge LGBT ont intenté un recours collectif à l'échelle nationale contre le gouvernement canadien. Les trois personnes représentant la partie plaignante étaient Todd Ross, Martine Roy et Alida Satalic. Avec beaucoup de courage, ces survivant-e-s de la purge ont mené le recours collectif au nom des membres du groupe.

Un règlement historique a été conclu en juin 2018. Il incluait un montant global de 145 millions de dollars. Jusqu'à 110 millions de dollars ont été mis de côté pour le paiement de dommages et intérêts aux victimes de la purge LGBT.

Le règlement a alloué environ 23,5 millions de dollars à des « mesures de réconciliation et de commémoration ». Ces fonds constituent un don des victimes de la purge LGBT pour mettre en œuvre ces mesures. En effet, ces fonds représentent symboliquement une compensation pour les souffrances des victimes de la purge LGBT qui n'ont pas vécu assez longtemps pour recevoir une compensation individuelle dans le cadre du règlement relatif à la purge LGBT.

Profil :

Wayne Davis



Wayne Davis est né à Drumheller, en Alberta, en 1947. Il joint les rangs de la Gendarmerie royale du Canada en 1967. Au cours de son service à la GRC, il est affecté en Colombie-Britannique et en Ontario. Il travaille dans les domaines de l'administration et des finances et atteint le grade de sergent-chef. En 1986, il est contraint de démissionner de la GRC dans le cadre de la purge LGBT au Canada. Au cours des trois décennies suivantes, Wayne Davis poursuit une carrière de gestionnaire dans la fonction publique fédérale, puis à l'Université de la Colombie-Britannique, jusqu'à sa retraite en 2015. Il est actuellement l'un des membres du conseil d'administration du Fonds Purge LGBT.

Photo : Allen Gammie

Profil :

Steven Deschamps



Steven Deschamps est né à Cornwall, en Ontario, en 1956. En 1979, il devient pilote dans les Forces armées canadiennes. Il est renvoyé en 1982, après cinq mois d'interrogatoire par l'Unité des enquêtes spéciales. Mais il réussit à rétablir sa carrière en 1992. Sa réintégration fait suite au procès historique de Michelle Douglas, qui contraint les forces militaires à mettre un terme à la purge LGBT. Steven Deschamps sert ensuite pendant 31 ans dans les forces régulières et de réserve. Il a été nommé colonel honoraire par le ministre de la Défense nationale en 2022.

Photo: Daniel Rutley

Profile:

Michelle Douglas



Michelle Douglas est née à Ottawa, en Ontario, en 1963. Elle s'inscrit dans les Forces armées canadiennes (FAC) en 1986. Elle suit une formation d'officier, mais est renvoyée des Forces armées canadiennes en 1989 dans le cadre de la purge LGBT du Canada. Elle conteste son licenciement devant les tribunaux et, en 1992, elle négocie un accord avec les FAC, qui annulent leurs politiques discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle. Michelle Douglas travaille ensuite pour la fonction publique fédérale et prend sa retraite du ministère de la Justice en 2019. Elle reste une militante pour les droits des personnes 2ELGBTQI+ et est actuellement directrice exécutive du Fonds Purge LGBT et colonelle honoraire des Forces armées canadiennes.

Photo : Ministère de la Défense nationale, photographie gracieusement de Michelle Douglas

Profile:

Douglas Elliott



Douglas Elliott est né à Toronto, en Ontario, en 1956. Il étudie le droit à l'Université de Toronto et est admis au barreau en 1984. Sa pratique du droit se concentre sur les recours collectifs dans des affaires constitutionnelles concernant les partenaires de même sexe et les droits des personnes 2ELGBTQI+. Il est notamment avocat principal dans le recours collectif relatif à la purge LGBT en 2016. En 2023, Douglas Elliott reçoit le Carl Mitchell Community Impact Award, qui récompense les anciens étudiants et anciennes étudiantes de l'Université de Toronto qui font progresser les principes d'équité, de diversité et d'inclusion grâce à leurs contributions bénévoles. Il vit actuellement à Elliot Lake, en Ontario, et est l'un des membres du conseil d'administration du Fonds Purge LGBT.

Photo : Ian McCausland, MCDP

Profil :

Patricia (Patti) Gray



Patricia (Patti) Gray est née à Windsor, en Ontario, en 1959. Elle s'engage dans les Forces armées canadiennes (Aviation) en 1979 et travaille

comme technicienne en approvisionnement à Chatham, au Nouveau-Brunswick. Sa carrière est interrompue lorsqu'elle est renvoyée des FAC en 1981 dans le cadre de la purge LGBT du Canada. Patti Gray retourne à Windsor, puis déménage à Hamilton, en Ontario, pour travailler chez Bell. Après avoir pris sa retraite en 2012, elle s'installe à Toronto et travaille pour l'organisation des Blue Jays. En 2017, Patti Gray se joint au recours collectif intenté par les survivant·e·s de la purge LGBT contre le gouvernement du Canada.

Photo : Forces armées canadiennes, photographie gracieuseté de Patti Gray

Profil :

Kareth Huber



Kareth Huber est née à Red Deer, en Alberta, en 1957. Suivant les traces de son père, de ses grands-pères et de ses oncles, elle s'enrôle dans les Forces armées canadiennes (Aviation) en 1975. Elle est détachée

à Borden, en Ontario, où elle travaille comme technicienne des systèmes de sécurité. Sa carrière ne dure qu'environ 18 mois, car les FAC la renvoient en 1976 dans le cadre de la purge LGBT. Au début des années 1980, Kareth Huber déménage à Toronto et devient active dans des organisations de défense des droits des gais et lesbiennes. Elle vit actuellement à Ottawa et est l'une des membres du conseil d'administration des Vétérans arc-en-ciel du Canada.

Photo : Fournie par Kareth Huber

Profil :

Diane Pitre



Diane Pitre a grandi à Campbellton, au Nouveau-Brunswick. Elle défend depuis longtemps la cause des vétérans 2ELGBTQI+. En 1980, elle est renvoyée

des Forces armées canadiennes pendant la purge LGBT. Pendant près de 40 ans, elle fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il présente des excuses aux vétérans qui ont été purgés, avant que ces excuses ne soient finalement présentées en novembre 2017. Diane Pitre fonde ensuite l'association Vétérans arc-en-ciel du Canada en 2019.

Photo : Fournie par Diane Pitre

Profil :

Todd Ross



Todd Ross est né à St. Stephen, au Nouveau-Brunswick, en 1969. Il s'identifie comme Métis. Après avoir été cadet de l'armée, Todd Ross s'engage dans les Forces armées canadiennes (Marine) en 1987. Il est affecté à Cornwallis, en Nouvelle-Écosse, puis sert à bord du NCSM *Saskatchewan*. Todd Ross est renvoyé des FAC en 1990. Il défend depuis les questions relatives aux Autochtones, à la santé et aux droits de la personne, et il est devenu l'un des principaux plaignants dans le recours collectif lancé par les survivant-e-s de la purge LGBT en 2016. Todd Ross vit actuellement à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, et est coprésident du Fonds Purge LGBT.

Photo : Al Corbett Studio, fournie par Todd Ross

Profil :

Martine Roy



Martine Roy (au centre) est née à Montréal, au Québec, en 1963. Elle s'enrôle dans les Forces armées canadiennes (FAC) en 1983 et est détachée à Borden, en Ontario. Après des enquêtes menées dans le cadre de la purge LGBT, les FAC renouvellent le contrat de Martine Roy, mais annulent rapidement l'offre par la suite. Elle est renvoyée quelques mois après son enrôlement. Elle occupe divers emplois jusqu'en 1999, date à laquelle IBM l'embauche. Elle rédige certaines des politiques d'inclusion de l'entreprise. En 2016, Martine Roy se joint au recours collectif des survivant-e-s de la purge LGBT contre le gouvernement du Canada. Elle est actuellement coprésidente du conseil d'administration du Fonds Purge LGBT.

Photo : Fournie par Martine Roy

Profil :

Simon Thwaites



Simon Thwaites est né à Portsmouth, en Angleterre, en 1962. Il déménage au Canada à l'âge de 13 ans. En 1980, il s'engage dans les Forces armées canadiennes (Marine). Après avoir été marin pendant près de dix ans, il est renvoyé des FAC en 1989 parce qu'il est séropositif. Simon Thwaites conteste ce licenciement, qu'il considère comme un cas de discrimination sur le lieu de travail fondée sur un handicap, et la Cour fédérale lui donne raison en 1994. Il continue ensuite à travailler avec des organisations de lutte contre le sida et à soutenir des personnes en soins palliatifs. Il devient également pasteur chrétien et artiste. Simon Thwaites vit aujourd'hui à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Photo : Aaron Cohen, MCDP

Profil :

Svend Robinson



Svend Robinson (à droite) est né à Minneapolis, au Minnesota, en 1952. Il grandit à Burnaby, en Colombie-Britannique, où il est député de 1979 à 2004. En 1988, il devient le premier député à s'identifier ouvertement comme gai. Svend Robinson aide Michelle Douglas, survivante de la purge LGBT, dans son procès pour discrimination contre les Forces armées canadiennes. Il démissionne de la vie politique en 2004. Au sein et en dehors du Parlement, Svend Robinson défend les droits des personnes 2ELGBTQI+, la protection de l'environnement, le droit à l'aide médicale à mourir et la santé mentale.

Photo : Thomas Fricke, MCDP

Profils : Histoires de l'après-purge LGBT

La purge LGBT prend officiellement fin en 1992, mais la discrimination se poursuit contre les fonctionnaires 2ELGBTQ+ du gouvernement canadien.

Leurs histoires personnelles témoignent de la nécessité de continuer à militer pour le changement.

Profil :

Kathryn Foss

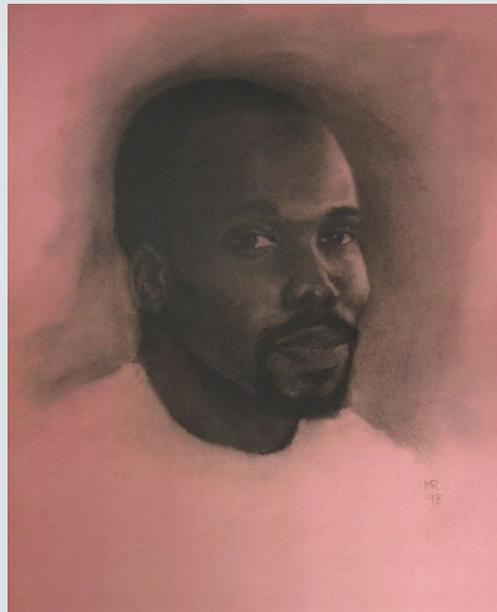


Kathryn Foss, major (à la retraite), sert dans les forces armées de 1987 à 2019. Au début des années 1990, elle s'identifie comme transgenre malgré ses craintes d'être renvoyée. Aujourd'hui consultante, coach et mentore, elle se spécialise dans la diversité, les questions de genre et l'inclusion.

Photo : Ministère de la Défense nationale, Ombudsman des FAC

Profil :

Douglas Stewart



Douglas Stewart est un membre fondateur de Zami, le premier groupe de personnes queers noires de Toronto. Son militantisme s'attaque au racisme et à l'exclusion dont sont victimes les personnes de couleur queers dans des domaines tels que l'emploi au gouvernement.

Photo : The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada, National Portrait Collection, portrait par Mark Reid

Profil :

Mark Berlin



Mark Berlin occupe plusieurs postes de haut niveau au ministère canadien de la Justice. Pourtant, il est victime de discrimination et se voit refuser des possibilités de carrière. Il trouve une plateforme pour s'exprimer en se joignant au recours collectif de 2017.

Photo : Fournie par Mark Berlin

Profil :

Marco Manna



Marco Manna se joint à la GRC en 2005, mais quitte à peine quatre ans plus tard. Il est victime de comportements homophobes, notamment des propos offensants et des agressions physiques. Marco Manna souligne aujourd'hui la nécessité d'un changement significatif dans les rangs de la GRC.

Photo : Fournie par Marco Manna